

A la Sécurité globale, nous répondons Sécurité sociale...



Alors que le gouvernement propose une loi dite de Sécurité globale allant toujours plus loin dans la surenchère sécuritaire, le parlement étudie également en ce moment même le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale allant toujours plus loin dans le démantèlement de notre protection sociale !

Pour continuer à neutraliser les contestations et l'éventualité d'une convergence des luttes qui l'atteindrait dans ses fondements, le régime en place a décidé de poursuivre l'armement juridique et technologique de sa police.

Afin de généraliser la surveillance de la population et plus particulièrement des opposants de toute nature, comme ses dangereux manifestants pour la défense de l'Hôtel Dieu, il met en place tout un arsenal digne des pires récits orwelliens : drones, reconnaissances faciales, vidéos réalisées par les forces de l'ordre exploitées en direct...

Pire, ce projet de loi veut également interdire la prise d'images de policiers en fonction et leurs diffusions et propose d'étendre aux polices municipales, sous le seul contrôle des maires, et aux agents privés de sécurité, des compétences de la police nationale sur des missions de police judiciaire...

L'État policier va s'immiscer jusque dans la Loi de programmation pour la recherche 2021/2030, puisque désormais est inscrit un délit d'entrave qui punit d'un an de prison et de 7500 euros d'amende toute intrusion dans un établissement d'enseignement supérieur ayant pour but d'entraver la tenue d'un débat organisé dans ses locaux.

Aux bruits des bottes dans les manifestations, s'ajoutera celui du survol des drones...

Parallèlement à cela, ce même gouvernement continue la remise en cause méthodique et clinique de notre protection sociale en durcissant notamment l'accès aux urgences par l'instauration d'un forfait de 18 euros lorsque que le passage n'entraînera pas une hospitalisation...

Les mesures d'austérité qui caractérisent une nouvelle fois ce PLFSS, n'ont d'autres objectifs que d'affaiblir notre système de protection sociale et de poursuivre un lent mais inexorable glissement vers l'assurantiel et la capitalisation.

Ce PLFSS n'est donc que le reflet des politiques libérales qui nous ont conduit à la crise sanitaire que nous subissons avec pour conséquence une situation économique et sociale désastreuse où les plus riches continuent allègrement à s'enrichir.

A l'opposé, de plus en plus de travailleurs, de privés d'emploi et de retraités s'enfoncent lentement mais sûrement dans l'extrême pauvreté, surtout si l'on rajoute à cela, les réformes en cours de l'assurance chômage et des retraites, la pauvreté du plan pauvreté et la création de la « cinquième branche sur la perte d'autonomie » totalement étatisée et sous financée.

D'un côté, une attaque sans précédent contre nos droits et nos libertés offrant à l'appareil répressif d'État un arsenal immense renforçant l'impunité policière et la surveillance de masse, et de l'autre, la destruction de l'ensemble de la protection sociale des travailleurs conduisant à l'inévitable remise en cause du vivre ensemble !

De cette société-là, nous n'en voulons pas comme pour les générations à venir...

Dans ces conditions, nous demandons aux députés et sénateurs qui ont le pouvoir et la charge d'agir dans l'intérêt du peuple de refuser de sacrifier le corps régalien de la sécurité publique sur l'autel de l'économie libérale en nous entraînant vers une police digne d'un état totalitaire.

Nous exigeons l'abandon des réformes de l'assurance chômage et des retraites et la mise place d'une Sécurité sociale à 100 % pour la santé, la famille, l'emploi, la retraite et la perte d'autonomie financée par le salaire socialisé et gérée par les assurés sociaux eux-mêmes, garantissant le respect d'une république laïque et sociale.

Aussi, la FNPOS CGT se joint aux organisations syndicales de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT journalistes et SGJ-FO, les Fédérations internationale et européenne des journalistes (FIJ/FEJ), ainsi que la Ligue des droits de l'homme et un grand nombre d'organisations professionnelles et collectifs qui appellent à un rassemblement

mardi 17 novembre à partir de 16h Place Edouard-Herriot (derrière l'Assemblée nationale).

De plus, un second rassemblement citoyen avec les associations humanitaires, de défense des droits de l'homme, collectifs, partis et syndicats est déjà envisagé

samedi 21 novembre sur le Parvis des droits de l'Homme à Paris.

Enfin, la FNPOS CGT appelle également à participer massivement aux manifestations et rassemblement

le 5 décembre 2020 au côté des précaires et des demandeurs d'emploi

contre la précarité, pour l'arrêt des licenciements et le 100 % Sécu...